

XLI. L'effet syrien et l'analyse géopolitique et géostratégique du Moyen Orient actuel

[Published first in: *Civitas Gentium* 2:1 (2012), 59-77]

Abstract: This paper presents a systemic geopolitical and geostrategic analysis of the current enlarged region of the Middle East with respect to the Syrian effect, developing on the basis of the action of the Islamist movement and the re-distribution of power which it entails.

Résumé: Cet article est une analyse systémique géopolitique et géostratégique concernant la région élargie actuelle du Moyen-Orient, en ce qui concerne l'effet syrien, et est effectuée sur la base de l'action du mouvement islamiste et la redistribution du pouvoir qu'elle engendre.

PREMIÈRE PARTIE: Analyse systémique géopolitique et géostratégique de la région élargie actuelle du Moyen orient

A. Le facteur géopolitique

La présente analyse est effectuée sur la base de l'action du mouvement islamiste et la redistribution du pouvoir qu'elle engendre, dans le cadre des systèmes décrits ci-dessous:

B. Description des systèmes

a) le système examiné : la redistribution du pouvoir dans le cadre du système géopolitique de la région élargie du Moyen orient, du Maghreb

et de l'Afrique subsaharienne, sur la base du facteur géopolitique du mouvement islamiste.

b) Les sous-systèmes : i) le premier sous-système est composé du triangle Qatar-Arabie saoudite - Turquie, considéré comme le gérant du facteur géopolitique du mouvement islamiste ; ii) le deuxième sous-système comprend le Maghreb et l'Égypte et iii) le troisième sous-système comprend l'Iran, la Syrie, le Liban, Israël et les territoires palestiniens.

c) L'hypersystème actif : il s'agit essentiellement des États-Unis, du Royaume Uni, de la Russie et de la Chine. L'UE ne dispose pas de politique étrangère claire sur le Moyen orient et est, certes, influencée par la Relation spéciale (Londres-Washington). Les Nations unies balancent entre le désaccord des trois membres du Conseil de sécurité et le duo Russie/Chine.

C. Analyse des sous-systèmes

I. Analyse du premier sous-système de gestion

Le Qatar a des liens étroits avec l'organisation des Frères musulmans, ainsi qu'avec ... l'Iran et la Turquie. Il agit ainsi, d'une part, pour constituer un bloc antagoniste face à l'hégémonisme saoudien et, d'autre part, pour revendiquer l'hégémonie dans le Golfe et le monde arabo-musulman. Le facteur géopolitique utilisé par Doha pour atteindre ces objectifs est celui du mouvement islamiste, tel qu'il est représenté par l'organisation des Frères musulmans. Les moyens utilisés sont les suivants : i) la collaboration avec Téhéran au Bahreïn et au Yémen, où l'élément chiite est prépondérant dans la population, ii) la collaboration avec la Turquie pour le renversement du pouvoir baathien en Syrie (l'Arabie saoudite est l'antagoniste dans les mêmes territoires syriens) et iii) la collaboration avec des anciens et actuels cadres d'Al-Qaïda, même à l'intérieur de la Turquie dans ses territoires près des frontières syro-turques. Ces cadres sont utilisés, au niveau opérationnel, sur les champs de combats et dans des actions de renversement, au moyen de guérillas ou de procédures de révolte à l'intérieur des pays ciblés par Doha. La Doha intervient en Syrie, au Liban, en Égypte (au renver-

sement de Moubarak et aujourd'hui au renforcement du «Frère» Mohamed Morsi), en Libye, en Tunisie, au Yémen (créant des conditions de déstabilisation du pouvoir wahhabite de Riad qui sont extrêmement dangereuses pour l'occident), ainsi qu'au financement de la «médiation» turque en Syrie. La collaboration de Qatar avec des anciens (?) cadres d'Al-Qaïda (comme Abdelhakim Belhadj qui a également «travaillé» en Libye contre le gouvernement Kadhafi) ont été transportés, aux frais de Qatar (le même Belhadj à nouveau) aux territoires turcs près des frontières syriennes, pour organiser la «guérilla» à l'intérieur de la Syrie. Ces activités sont extrêmement dangereuses et sont suivies d'activités similaires, coordonnées et même antagonistes, de la part de l'Arabie saoudite qui, elle, est préoccupée du renforcement et de la projection du pouvoir qatari dans la région, puisque Doha collabore avec Téhéran.

II. Analyse du deuxième sous-système

Les évolutions en Libye démontrent d'ores et déjà que l'implication divisionniste du mouvement islamiste conduit le pays vers la scission. Depuis déjà le 6 mars dernier, la Cyrénaïque a déclaré son autonomie, s'appuyant sur le souhait de ses combattants armés contre le pouvoir de Kadhafi et des chefs des tribus qui vivent sur ses territoires. Le Sheikh Ahmed Zubair al Senussi, cousin du roi Idris, déchu par le coup d'État de Kadhafi en 1969, a été élu par un conseil local transitoire gouverneur de la province et a été chargé de la gestion des affaires de la Cyrénaïque et de la sauvegarde des droits de ses habitants. Il est important de souligner que le Conseil national transitoire libyen ne «reconnaît» pas cette autonomie, alors que cette dernière est «reconnue» par l'administration autonome de la Cyrénaïque.¹

La Libye connaît aujourd'hui le développement d'organisations islamistes djihadistes dures. Ces organisations opèrent de façon incontrôlée et sont financées par le Qatar, comme la GICL, créé au début des années 1990 en Afghanistan.

La proclamation officielle de sa formation a eu lieu en 1995 et a constitué une des composantes génératrices d'Al-Qaïda, avec l'organisation égyptienne Al Gamaa al Islamiya, l'organisation yéménite Al Jihad,

1. <http://goo.gl/sQ7Ybq>.

l'organisation pakistanaise Al Hadith, le Asbat al-Ansar libanais, l'organisation jordanienne Beit Al Imam, le Groupe Combattant Islamique en Libye et le Groupe Islamique Armé (GIA) en Algérie.² Ses membres sont constitués par des islamistes ayant un passé terroriste important, tel Anas al-Liby (responsable des attaques du 7/8/1998 aux ambassades américaines à Dar es Salaam, en Tanzanie et à Nairobi, ainsi qu'Abu Faraj Faj al Liby, membre du comité militaire d'Al-Qaïda, arrêté au Pakistan en 2005.³ Sous ces conditions, personne n'est en mesure de prévoir un avenir stable pour la Libye. Les évolutions en cours et, surtout, l'accumulation incontrôlée d'armements au sein d'enclaves radicales en Libye, montrent une hégémonie islamiste absolue au Nord-Mali qui, en collaboration avec des noyaux durs d'Al-Qaïda, agissent librement dans l'Afrique subsaharienne et mettent en danger la stabilité en Algérie et probablement, sous peu, en Mauritanie et au Maroc.

Par ailleurs, la situation en Tunisie n'est pas très stable et plusieurs analystes doutent de la sincérité et de la «modération» auxquelles souhaiterait faire preuve le parti islamiste d'Al Nahda, aujourd'hui au pouvoir à Tunis.

III. Analyse du troisième sous-système

La Syrie constitue la clef de ce sous-système, ce qui a déjà été démontré par les analyses ci-dessus. La disparition de l'axe Téhéran-Damas-Hezbollah et celui de Téhéran-Damas-Hamas, constitue pour l'occident un soulagement stratégique pour la résolution de la question palestinienne sur la base des conditions diplomatiques et en l'absence d'influences étrangères incendiaires. Une telle éventualité faciliterait énormément la normalisation du climat explosif au Moyen orient et dissuaderait un nombre satisfaisant d'aventurismes de la part du Qatar, de l'Arabie saoudite et de la Turquie néo-ottomane. Par ailleurs, il faudra, certes, prendre en considération l'accès au pouvoir égyptien de la confrérie musulmane, même s'il a lieu sous un modèle légèrement «turcokémaliste».

Cette évolution, pousse à réfléchir sur la question de Gaza, occupée

2. <http://goo.gl/We1iRI>.

3. Alain Rodier 28-02-2006, Note d'actualité N°29, Le Groupe Islamique des Combattants Libyens (GICL), <http://goo.gl/CBxjiU>.

par Israël depuis 1967. De plus, puisque Hamas est bien une filiale des Frères Musulmans, il serait logique de s'attendre à une revalorisation de sa relation avec le Caire. De la nature de cette relation, qui n'est pourtant pas encore claire, dépendra pour beaucoup la résolution de la question palestinienne, sous la forme de deux États : la Palestine et Israël. De cette résolution, dépendra également pour beaucoup, comme nous l'avons déjà susmentionné, la paix dans la région. Il ne reste pas moins que la réaction des populations kurdes en Syrie constitue un grand problème. Ces populations, souhaiteraient la prédominance des Frères musulmans que si leurs libertés nationales, politiques et culturelles sont sauvegardées. Les Kurdes constituent une ethnie de 32 millions de personnes, réparties dans les quatre pays voisins de la région (Turquie, Iran, Iraq, Syrie), alors que ce sont uniquement les Kurdes d'Iraq qui bénéficient des privilèges mentionnés ci-dessus. De plus, ils ne montrent aucune confiance au Conseil révolutionnaire syrien, en raison des influences que les Frères exercent sur lui, avec l'appui du Qatar. Des mouvements kurdes d'autodétermination nationale ont continuellement lieu au moment où ses lignes sont écrites, et les dynamiques déstabilisatrices sont intenses et systématiques.

Dans ce cas également, le facteur géopolitique du mouvement islamiste a un effet de dissolution, porteur de scission : i) des populations alaouites, ismaéliennes et chiites duodécimains (environ 2,2-2,5 millions, soit 10-11%), qui se regrouperont aux environs du littoral syrien; ii) des populations kurdes (environ 2 millions, soit 9%) qui, en étant en contact avec l'administration kurde autonome irakienne, se regrouperont aux environs des frontières syriennes du nord-est et, iii) des populations arabes sunnites (environ 60-70%, soit 13,8 à 16 millions) qui occuperont les territoires syriens restants. Une telle redistribution engendra la réaction en chaîne de l'irrédentisme kurde sur les territoires turcs. Par conséquent, la Turquie sera donc à nouveau obligée de collaborer étroitement avec l'Iran, pour faire face ensemble à la dynamique indépendantiste kurde. Les résultats d'une telle explosion en chaîne réussie, offrent une immense influence à Washington, dans toute la région du Moyen Orient et des frontières russes proches. Ils offrent également une profondeur stratégique sécurisée à Israël. N'oublions pas que les Kurdes sont des indo-européens et non des arabes et que territorialement, ils sont en mesure de contrôler les sources et la moitié des cours des rivières

du Tigre et de l'Euphrate, ainsi que les pétroles de Mossoul et de Kirkuk.

Pour sa part, l'Iran, n'enregistrera pas de pertes s'il cède certains de ses territoires aux Kurdes, en mettant en avant leur origine ethnique iranienne. En tous cas, la nouvelle base de l'équilibre qui est en train de se créer, est en faveur de Washington et de Jérusalem. De plus, le resserrement des relations entre Bagdad et Téhéran sur une base religieuse (chiites), à la grande déception des Kurdes de l'Irak du nord et de la Syrie, est déjà apparent et sera davantage intensifié. Cette évolution renforce le caractère explosif de l'élément ethnique kurde dans la région. Téhéran aspire à substituer stratégiquement la Syrie par l'Irak, dans le cas où le pouvoir actuel de Damas sera aboli.

D. Analyse de l'hypersystème en action

a) Analyse du pôle de force russe de l'hypersystème

La Russie a trois raisons majeures pour ne pas permettre l'éloignement d'Assad et du parti Baas «sans compensations géostratégiques égales»: le port en eau profonde de Tartous, utilisé par la Russie comme base navale de la marine russe et de la 5e escadre soviétique de la Méditerranée, conformément à l'accord soviéto-syrien de 1971 qui a répondu aux besoins de la flotte soviétique après le retrait de ses bases navales en Égypte dans les années 1970.

Ainsi, Tartous devient la 229ème base navale de soutien de la flotte soviétique. Vers le milieu des années 1980, Tartous est revalorisé, devient la 720ème base de soutien de la flotte soviétique et reste ainsi jusqu'en 1991. En 2005, la Russie, succédant à l'URSS, a effacé 73% de la dette syrienne à hauteur de 13,4 milliards de dollars, contractée durant l'ère soviétique. La Russie a su ainsi garder ses droits d'usage de Tartous et elle a continué à être le fournisseur principal d'armes de la Syrie des Assad.⁴ Depuis 1982, la transgression de la Convention de Montreux (1936) par la Turquie a transformé le détroit de Dardanelles

4. Ron Synovitz, «Why is Access to Syria's port at Tartus so important to Moscow», 23 June 2012, <http://goo.gl/ZDiQ4A>.

en un détroit turc qu'Ankara peut ouvrir et fermer selon son souhait, tant en temps de paix qu'en temps de guerre. Ceci signifie que Tartous est la seule base navale stratégique de la Russie en Méditerranée. Nous nous sommes bien rendu compte de cela récemment (en printemps 2012), quand le porte-avions Kuznetsov, accompagné de sous-marins, est arrivé au port de Tartous par le détroit de Gibraltar, ainsi qu'en juillet 2012, quand une partie des forces marines russes a fait escale au même port. L'analyse de la visite du président Poutine en Israël (1er juillet 2012), en combinaison avec le prêt suivit quelques jours après des 5 milliards d'euros aux banques chypriotes de la part de Moscou, relève d'une importance majeure. Par conséquent, nous sommes amenés à penser que si Moscou n'arrive pas à arracher de compensations importantes sur Tartous par le «camp occidental/otarien» et, éventuellement, sur Chypre, elle ne laissera pas M. Assad et son gouvernement sans aide à Damas.

Le deuxième grand intérêt de Moscou de Poutine à l'égard du gouvernement Assad, est le commerce d'armes russes à Damas. Ces deux intérêts stratégiques de la Russie seront gravement touchés si le Baas n'est plus puissant et, notamment, si un parti aux couleurs de la confrérie musulmane prend le pouvoir.

Le troisième problème qui resurgira en Russie est le voisinage du mouvement islamiste sunnite avec ses «frontières extérieures musulmanes proches», c'est-à-dire la région de l'Asie centrale. De plus, il faudra ajouter le danger d'une déstabilisation de l'Iran qui conduirait à un voisinage similaire, en raison de l'explosion kurde que provoquerait aux populations kurdes l'éventualité où la réalité d'une gouvernance islamiste en Syrie. L'Iran ne constitue pas une menace pour la Russie, au contraire. Néanmoins, sa déstabilisation pourrait provoquer une contagion du mouvement islamiste sunnite dans le bas-ventre sensible de l'Asie centrale.

b) Analyse du pôle de force chinois de l'hyper-système

L'Iran constitue le principal fournisseur de pétrole et de gaz naturel de la Chine. Par ailleurs, il constitue un territoire important pour les investissements chinois, notamment dans le domaine de l'énergie. Récemment, la société chinoise Sinopec, le plus grand raffineur de pétrole

du pays, a signé (9/12/2011) avec Téhéran un contrat de 2 mds de dollars pour l'exploitation du gisement iranien de Yadavaran, dans le sud-ouest du pays. Dans une première phase, ce gisement pourrait produire environ 85 000 barils par jour (b/j) dans quatre ans et environ 100 000 b/j trois ans plus tard. Conformément aux clauses de ce contrat, Pékin est engagé à acheter du pétrole et du gaz naturel liquéfié iranien pour un montant de 100 mds de dollars pendant 25 ans.⁵ Comme dans le cas de Moscou, il existe également des raisons de sécurité géostratégique, imposant à Pékin de soutenir le pouvoir chiite clérical de Téhéran contre le mouvement radical sunnite, représenté par les Frères musulmans et soutenu par le Qatar et la Turquie, avec la tolérance des États-Unis et de la Grande Bretagne.

Il s'agit du mouvement séparatiste musulman des ouïgours dans la province du Xinjiang, dans le sud-ouest de la Chine, avoisinant le Kazakhstan, et où un gazoduc d'alimentation en gaz naturel de la Chine qui arriverait jusqu'à Shanghai est à l'étude. La Turquie, soutient par tous les moyens possibles ce mouvement parce que, dans le cas où la province de Xinjiang serait séparée de la Chine, l'alimentation en gaz naturel de cette dernière par la Russie et le Kazakhstan serait empêchée, en raison de l'interposition des territoires d'ores et déjà indépendants de la province autonome de Xinjiang. De plus, il ne faut pas oublier que cette province est très riche en minerais (au total 122 minerais, y compris 70 minerais non métalliques), en eaux (le débit annuel terrestre est de 88,5 milliards de m³, l'eau souterraine exploitable est de 25,3 milliards de m³, les eaux des glaciers s'élèvent à 2,581 milliards de m³ d'eau). Les gisements de houille représenteraient plus des 38% du niveau national et les gisements de pétrole et de gaz naturel seraient estimés à 30 mds de tonnes, à savoir plus de 25 % du niveau national. Un changement de pouvoir en Iran pourrait changer tous les équilibres dans la région et créer des pressions importantes sur la Chine, par le soutien du mouvement islamiste sunnite de cette province, riche et relevant d'une importance stratégique pour la liaison énergétique entre la Russie et la Chine. Lors du recensement du 2000, la population des Ouïgours s'élevait à 8,399393 personnes.⁶

5. <http://goo.gl/ok8LLT>.

6. Tabulation of the 2000 Population Census of the People's Republic of China,

c) Analyse du pôle de la Relation spéciale de l'hypersystème

L'activité analysée du premier sous-système de gestion, a pour allier Washington qui, en ce moment, est économiquement faible. De plus, l'administration d'Obama se trouve dans une période préélectorale, ce qui ne lui permet pas de montrer une image belliqueuse. Pour sa part, l'ensemble de la Relation spéciale souhaite écarter par tout moyen l'extension de l'influence russe dans la Méditerranée, notamment la méditerranée du sud-est, pleine de gisements importants en gaz naturel, dépassant les 7 trillions de m³ dans tout le bassin Levantin et d'Hérodote (sud-est de la Crète).

Il s'agit par conséquent de la politique anglo-saxonne de refrènement (containment), laquelle a été utilisée par les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre dans les années 1990 dans les Balkans et qui ciblait, encore une fois, au refrènement de la descente de la Russie dans les eaux chaudes de la Méditerranée.

Question en conclusion:

Terminant cette analyse nous sommes devant l'interrogation évidente: est-ce que cette politique anglo-saxonne, inspirée de l'époque suivie des théories de Nicolas J. Spykman sur le Rimland, au moyen des «bons services» rendus par Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie, ainsi que de ses alliances impies, mènent finalement à un tout puissant Golem qui lancera Armageddon dans la région de la Méditerranée et conduira à la redéfinition explosive des frontières nationales de la région élargie du Moyen orient et du Maghreb?

Sauf si ce résultat était finalement le résultat souhaité...! Il suffirait que la Méditerranée se tienne loin des... influences russes et chinoises, notamment à l'heure actuelle où la crise internationale ne permet pas à la Relation spéciale («Spécial Relationship») le luxe du maintien au pouvoir de gouvernements totalitaires «pro-occidentaux...».

DEUXIÈME PARTIE: La géostratégie islamiste du Qatar dans le système du monde arabe et musulman

Introduction-résumé

L'interprétation du rôle du Qatar et de sa collaboration avec les Frères Musulmans (Al Ekhwan al-Musslemin), l'Iran et la Turquie afin de contrarier l'hégémonie de l'Arabie Saoudite dans le Golfe et d'échapper à l'oppression de la part du royaume wahhabite est véritablement complexe. Pour atteindre ce but, le petit émirat tente de devenir le nouveau centre d'influence et le nouveau pôle de puissance dans le monde arabo-musulman.

Je considère que ce sont là les deux objectifs stratégiques fondamentaux du Qatar. Les moyens qu'il déploie pour atteindre ces objectifs résident i) dans la tentative d'acquiescer le contrôle absolu sur les Frères Musulmans ii) dans la collaboration avec Téhéran au Bahreïn et au Yémen, où l'élément chiite domine du point de vue de la population, iii) dans la coopération avec la Turquie dans le but de renverser le régime baasiste en Syrie (et avec comme rivale l'Arabie Saoudite sur les mêmes territoires syriens) et iv) dans la collaboration avec des cadres anciens et actuels d'Al-Qaida, qu'il utilise, sur un plan opérationnel, sur les champs de bataille et lors d'opérations de subversion, par le biais de guérillas ou d'actes insurrectionnels/révolutionnaires à l'intérieur des états visés où intervient Doha.

Dans ce cadre il trouve comme alliées une Washington faible d'un point de vue économique, laquelle se trouve en période pré-électorale et n'est pas en position de se montrer belliqueuse, mais également «la relation spéciale» -le Royaume-Uni-, qui veut à tout prix bloquer l'extension de l'influence russe en Méditerranée et particulièrement en Méditerranée sud-orientale avec les nouvelles découvertes d'énormes gisements de gaz naturel, lesquels dépassent les sept (7) trillions de m³ dans tout le Bassin du Levant et d'Hérodote (sud-est de la Crète).

Il s'agit selon moi de la bonne vieille politique d'endigement anglo-saxonne qu'utilisèrent aussi les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre durant la décennie de 1990 dans la péninsule balkanique, et qui visait également à freiner la descente de la Russie dans les eaux bouillantes de la Méditerranée.

Ici toutefois se pose la question suivante: cette politique anglo-saxonne, inspirée de l'époque des théories de Nicolas J. Spykman sur le Rimland, ne va-t-elle pas en fin de compte entraîner, du fait des «bons services» du Qatar et de ses alliances inacceptables, la création d'un tout-puissant Golem qui non seulement déclenchera l'Armageddon dans la région de la Méditerranée, mais qui conduira aussi à retracer de nouvelles frontières dans la région élargie du Moyen-Orient et du Maghreb, tout ceci sans contrôle possible de la part de l'Occident?

À moins que le nouveau tracé des frontières ne soit finalement le résultat recherché...

La géostratégie du bipôle Qatar-USA/Royaume-Uni déclenche la genèse d'un état kurde dans la région. Il est évident que le but principal du bi-pôle Qatar-USA/Royaume-Uni est le réfrènement de l'Iran. Je considère également manifeste que ce réfrènement peut reposer sur un changement de régime iranien ou par l'implication du régime iranien dans une situation de guerre civile de type printemps arabe, laquelle permettrait des évolutions du régime en place. Le levier principal pour un tel changement de régime serait la population kurde qui se trouve dans les territoires à l'ouest de l'Iran, le long de la frontière avec la Turquie.

Un tel usage des Kurdes, de la part de la «relation spéciale» est tout à fait dangereux du point de vue de son allié, à savoir la Turquie. Le Qatar en tout cas trouverait profit, même d'une Syrie partitionnée, dont la plus grande partie serait sunnite et sous l'influence des frères musulmans. La Turquie en revanche y aurait beaucoup à perdre, des soulèvements kurdes explosifs aux fronts ouverts sur son propre territoire. Manifestement, les représentants de la relation spéciale tentent de la convaincre du contraire, en lui indiquant l'association des éléments kurdes modérés, mais d'après moi une telle tentative est vouée à un échec retentissant, face à la dynamique de création d'un état qui se manifeste dans la région. Les anglo-saxons cependant, de même qu'Israël, tireront profit de la création d'un état kurde, lequel contrôlera les eaux du Tigre et de l'Euphrate, le pétrole de Mossoul et de Kirkuk et bien sûr apportera le plus précieux, pour la sécurité d'Israël : la profondeur stratégique d'un état qui ne sera pas d'origine ethnique arabe et de religion sunnite, mais d'origine ethnique indo-européenne, doté d'une forte

conscience national kurde et principalement d'orientation chiite (avec une petite minorité de confession sunnite modérée), zoroastrienne au surcroît mais surtout à la création duquel Washington et Jérusalem auront «participé». Il est naturel que la recherche d'un tel résultat ne soit pas ouvertement avouée par l'une ou l'autre des capitales précitées, mais la dynamique d'un tel développement est manifeste.

Par suite, la Turquie impliquée dans le changement de régime d'Assad, d'un point de vue stratégique constitue une erreur fondamentale. Il est logique qu'elle soit commise puisque ce pays ne suit pas un cap stratégique stable, ni celui que propose M. Davutoğlu, ni celui qui fut suivi à l'époque kémaliste, avant 2002. Considérant au fond les raisons de réaction des Kurdes, lesquelles vont conduire au plexus des changements et bouleversements précités, nous pouvons faire les observations suivantes:

1) Les Kurdes considèrent la politique d'Obama comme extrêmement dangereuse, en Syrie, car elle amène au pouvoir les Frères Musulmans. Lorsque les Kurdes se sont rendus à Washington pour s'entretenir du sujet avec Barack Obama, ce dernier les a invités à se concerter – par l'intermédiaire de la Turquie – avec le Conseil National Syrien (CNS), qui avait été créé par les États-Unis avec le soutien total d'Ankara et du gouvernement Sarkozy. Dans ce conseil, cependant, ce sont les Frères Musulmans qui détiennent la plus grande influence, ce que n'admettent pas les Kurdes de Syrie, malgré les pressions qu'ils subissent de la part de centres occidentaux. Cette situation a amené bon nombre de dirigeants de la résistance anti-Assad à démissionner du CNS. Ces dirigeants, suivis par d'assez nombreux journalistes arabes opposants au régime, ont dénoncé au Conseil l'hégémonie des Frères Musulmans.

2) Les Kurdes sont d'avis que l'organisation d'origine arabe Al Ekhwan al-Musslemin va persécuter et opprimer les Kurdes étrangers.

3) L'orientation de la politique étrangère américaine en question affermit les forces extrémistes islamistes dans la résistance anti-Assad en Syrie et crée des divisions au sein de l'opposition, autrement dit du mouvement révolutionnaire, renforçant au fond le maintien au pouvoir du régime pro-iranien et anti-américain de Damas.

3.1.) Si cet effort d'Obama aboutit, c'est un mouvement radical islamiste rigoriste qui prendra le pouvoir, et qui sera également anti-améri-

cain, anti-israélien mais aussi anti-occidental!⁷ Naturellement, les États-Unis pensent que les rapports excellents – jusqu’ici – entre Frères Musulmans et Turquie permettront à Ankara de diriger les Frères Musulmans en Syrie et que, par conséquent, la partie au pouvoir de Washington sera à même de manipuler à son tour les Frères Musulmans via Ankara. Les États-Unis espèrent d’autre part que cette manipulation via Ankara pourra s’étendre à tout le Moyen-Orient et au Maghreb. Si une telle estimation caractérise la stratégie actuelle de Washington, il s’agit d’une énorme et impardonnable erreur. Et en politique, c’est bien connu, l’erreur est pire que le crime. L’attitude de la Turquie, en mars 2003, face à l’intervention anglo-américaine en Irak le confirme. Également, l’épisode du «Mavi Marmara» ayant fait neuf morts dans la zone maritime du blocus israélien près de Gaza, la politique totalement hostile d’Ankara face à Israël, laquelle politique vise à s’attirer la confiance du monde arabe musulman⁸ afin de réaliser ses objectifs néo-ottomans, mais aussi l’attitude ambiguë jusqu’au dernier moment de la Turquie devant l’intervention de l’OTAN en Libye renforcent tout soupçon quant à la loyauté de la Turquie en tant que pays allié de l’Occident. Malheureusement, la bureaucratie de M. Obama à Washington persiste à vouloir faire confiance au gouvernement islamiste de la Turquie et à l’hégémonisme néo-ottoman de M. Ahmet Davutoğlu, tout comme aux approches absolument sans fondement de l’«Islam light». Autrement dit d’une valeur qui s’est forgée dans l’imagination de quelques employés néo-libéraux de la Maison Blanche et du Département d’État et qui n’a rien à voir avec la réalité, laquelle indique clairement que l’Islam est d’abord une loi terrestre et ensuite une métaphysique. Tout comme cette réalité prouve que la dimension métaphysique de l’Islam n’est qu’un outil servant à imposer l’«infaillible loi cosmique», laquelle n’admet aucun changement, aucune contestation, étant donné qu’elle est inspirée de Dieu. Les erreurs des Britanniques à Ismaïlia en 1930 et à Téhéran dans les dernières années de la dynastie Pahlavi, lesquelles ont renforcé les mouvements islamistes sunnite (Al Ekhwan) et chiite respectivement, n’ont pas

7. Voir Barry Rubin, «The Obama administration scandals on Syria?», 17 mai 2012.

8. Voir: 14/09/2011, <http://goo.gl/BDz4ze>, Interview accordée par Salih Muhammed, président du PYD au journal *Yeni Özgür Politika* (la Nouvelle politique Libre) en septembre 2011 et traduit par Azadnews.

servi de leçon à la politique étrangère américaine actuelle. Pas plus que les erreurs de Washington dans la création du mouvement islamiste des moujdahidines en Afghanistan, qui aujourd'hui met en danger même la stabilité du gouvernement d'Asif Ali Zardari dans un Pakistan qui possède des armes nucléaires. Également, la présence aux frontières turcosyriennes d'Abdelhakim Bel Hadj, ancien combattant d'Al-Qaïda, lequel prépare des opérations militaires contre la Syrie depuis les territoires du sud-est de l'Anatolie, rend encore plus dangereuse l'engagement manifeste du Qatar sur le front de Syrie, en coopération avec les éléments les plus extrémistes du mouvement révolutionnaire islamiste.⁹

3.2. Également, les Kurdes d'Irak et de Syrie comprennent que le soutien du Qatar et de la Turquie fortifie les sunnites en Irak et en Syrie à leur détriment. Ils comprennent encore que Téhéran veut à tout prix gagner de l'influence en Irak afin d'être à même de remplacer une nouvelle Syrie, laquelle ne verra plus d'un bon œil ses projets stratégiques en vue de l'hégémonie dans la région du Moyen-Orient. Mais un Irak qui serait favorablement disposé envers Téhéran n'a pas de place pour de petits états kurdes fédéraux ou indépendants. Autrement dit, il n'y a pas de place pour les Kurdes. Ce que ces derniers n'ont pas l'intention d'accepter, pas plus qu'ils n'ont l'intention de voir le soi-disant «Printemps Arabe» s'arrêter aux limites de leurs régions. Il est par conséquent clair que les Kurdes de Syrie, de Turquie et d'Irak ne toléreront pas les activités du Qatar dans cette région, pas plus que celles de Téhéran en Irak. En Irak, par ailleurs, ils dénoncent l'attitude pro-iranienne du Premier ministre irakien chiite Nouri Al-Maliki, et le Président du Kurdistan irakien, qui l'accuse de chercher à imposer une dictature chiite en Irak.¹⁰ La stratégie de ces Kurdes s'appuie fermement sur le référendum secret qu'ils ont eux-mêmes effectué en 2005 et qui a eu pour résultat de voir 95% des votants s'exprimer en faveur de l'indépendance du Kurdistan irakien et de sa séparation d'avec l'état irakien.

En attendant de parvenir à cet objectif, ils sont favorables au main-

9. L'Armée syrienne libre est commandée par le leader historique d'Al Qaida en Libye (Réseau Voltaire) par Thierry Meyssan <http://goo.gl/aP6nH3>.

10. Idrees Mohammed, 16 May 2012, <http://www.dimpool.com/2012/05/idrees-mohammed-towards-the-fulfillment-of-a-dream-turkey-or-kurdistan/>.

tion de la demi-autonomie de l'Administration Régionale Indépendante du nord de l'Irak kurde et de son renforcement d'un point de vue économique, institutionnel et défensif. Et bien sûr, ainsi que le mentionne aussi M. Idrees Mohammed: «La direction séculaire kurde d'Irak est très inquiète du caractère sectaire et idéologique du régime. D'une manière importante, le printemps arabe en Syrie pourrait ouvrir un jour un nouvel accès à la mer à un Kurdistan irakien enclavé». ¹¹

3.3. À la lumière des remarques ci-dessus le projet géostratégique anglo-saxon au «Moyen-Orient Élargi» m'apparaît comme quelque chose d'équivalent à la Bouteille de Klein, c'est à dire sans bout concret, inutile dans le monde géostratégique réel et non rationaliste, et je m'explique: il est extrêmement dangereux pour une Europe misant sur la paix et la stabilité, d'investir dans cette politique de la «relation spéciale» («special relationship») laquelle semble ne pas hésiter, encore une fois, en s'appuyant sur une approche de nature «orientaliste» et simplificatrice de l'Islam. C'est un fait qui conduit à l'acceptation du soutien économique, stratégique et médiatique (Al Jazeera) du Qatar, en créant encore un «Golem» islamiste-extrémiste au Moyen-Orient et au Maghreb, lequel a du reste déjà commencé à se retourner contre son créateur.

L'immixtion d'Al Jazeera dans la diffusion de ces insurrections du Maghreb, d'Égypte et maintenant de la Syrie est si provocante que dans le cas de la Libye, par exemple, un membre du conseil d'administration d'Al Jazeera, l'opposant libyen au régime et ami de l'émir Al-Thani, Mahmoud Chamman, a été désigné en tant que porte-parole de l'Information du Conseil national de Transition (CNT) en Libye «postrévolutionnaire». ¹² «Le chef d'état-major de l'émirat, le général Al-Attiyah, a reconnu lui-même que des centaines de soldats qataris avaient été déployés aux côtés des rebelles en Libye. «Ils les ont vraiment épaulés, surtout au début, quand ils les ont vus battre en retraite. Ils leur ont appris à tenir leurs positions», dit-on à Paris. Dans les forces spéciales qataries se glissent aussi des agents français et britanniques. Et l'Émir du Qatar privilégie «presque toujours les chefs islamistes les plus radicaux. Notamment, le

11. *Ibid.*

12. Christophe Boltanski et (à Doha) Vincent Jauvert, «Qatar. Les liaisons dangereuses», *Le Nouvel Observateur*, <http://goo.gl/nGP1do> [téléchargé: 21 mai 2012]

[déjà précité] djihadiste repent, Abdelhakim Bel Hadj», un «ex» «d'Al-Qaïda, qui a trouvé refuge avec ses hommes dans le djebel Nafoussa, et un autre chef extrémiste, Ismaïl Sallabi, retranché en Cyrénaïque».¹³ Et ils les ont choisis «Parce qu'ils les connaissent depuis longtemps», selon des sources diplomatiques. «Ici, comme ailleurs, l'émir choisit d'aider les courants religieux. "Il a compris que ces gens-là avaient le vent en poupe", explique-t-on de même source. Cet islamiste high-tech partage avec ses affidés une même vision du monde».¹⁴ Et «à la fin des hostilités, Al-Attiyah tient même à présenter Bel Hadj aux chefs militaires français et britanniques, comme s'il voulait le faire adouber. Mais cette fois, ses interlocuteurs occidentaux sont très méfiants. Avant la réunion, Benoît Puga, chef d'état-major particulier de M. Sarkozy, s'est muni de la fiche DGSE de l'ex djihadiste».¹⁵ Par ailleurs, déjà depuis octobre 2011, nous avons de nettes dénonciations des ingérences du Qatar «de la part du Premier ministre du Conseil National de Transition, de la Libye, Mahmoud Djobril, lequel démissionne et critique l'ingérence de Doha. Son ambassadeur à l'ONU va plus loin. "Le Qatar donne de l'argent à des partis islamistes et essaie de dominer la Libye", dénonce-t-il. Incroyable retournement».¹⁶

Nous insistons tout particulièrement sur les dangers sur la stabilité et la paix du rôle subversif du Qatar et de la complicité Anglo-Saxonne à ce niveau, pour une raison de plus: la question Palestinienne. Je m'explique: l'accession de M. Saïd Morsi, candidat des Frères [Musulmans], au fauteuil présidentiel égyptien va accentuer la pression sur Israël et renforcer l'intransigeance de la filiale de la Confrérie Musulmane à Gaza, c'est-à-dire du Hamas, excluant toute possibilité de rapprochement entre Abbas et le commandement du Hamas et bien sûr toute éventualité d'apporter une solution au problème palestinien. C'est ce qu'on peut tout naturellement conclure, étant donné qu'Israël n'aura pas d'interlocuteur officiel du côté palestinien.

13. Ibid. Voir aussi: L'Armée syrienne libre est commandée par le leader historique d'Al Qaida en Libye (Réseau Voltaire) par Thierry Meyssan <http://www.internationalnews.fr/article-l-armee-syrienne-libre-est-commandee-par-le-leader-historique-d-al-qaida-en-libye-94583581.html>

14. Christophe Boltanski et (à Doha) Vincent Jauvert, «Qatar. Les liaisons dangereuses», *Le Nouvel Observateur*, *ibid.*

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

L'absurdité de cette politique qatari-anglosaxonne est démontrée par le fait que l'absence de solution au problème palestinien et les tensions qui en résultent dans le monde arabo-musulman vont renforcer les mouvements islamistes extrémistes dans la région, élever Al-Qaïda au rang de héros et accroître le chaos dans la région élargie du Moyen-Orient, en jouant au fond le jeu de l'Iran, en renforçant la capacité d'intervenir de Moscou et de Pékin. Pour résumer les choses, en concrétisant les pires cauchemars de Washington! Est-ce que tout cela est si difficile à comprendre pour M. Zbigniew Brzezinski?¹⁷

3.4. Relativement au rôle du Qatar maniant l'outil géopolitique de la Confrérie (Al Ekhwan al Musslemin) dans cette redistribution de la puissance dans la région élargie du Moyen-Orient et au Maghreb, nous devons signaler que le Hamas, comme filiale de la Confrérie contrôlée par le Qatar, a déjà commencé à se déplacer du côté de Doha dans le cadre d'une nouvelle collaboration bipolaire irano-qatarie, qui aboutit, entre autres, à l'endiguement d'une projection de force possible de l'Arabie Saoudite dans la région. Pour ce projet, le Qatar jouit de l'aide réciproque des Frères Mu-

17. En août 2007, Brzezinski a appuyé le candidat à la présidence, M. B. Obama. En septembre 2007, faisant des estimations sur les données de la guerre en Irak, Obama a caractérisé Brzezinski comme "l'un de nos plus brillants penseurs," mais quelques commentaires de sources pro-israéliennes mettent en question ces positions très critiques envers le lobby israélien en USA. [«Obama advisor raises concerns», Ynet, September 15, 2007]. Brzezinski, dans une interview en septembre 2009 en répondant à une question à *The Daily Beast*, relative au comportement possible du Président Obama envers un Israël persistant dans une attaque aérienne contre l'Irak, il a dit: "Nous ne sommes pas des bébés impotents. Ils doivent survoler notre espace aérien en Irak. Est-ce que nous nous contenterons de s'asseoir et de regarder ?"[Gerald Posner, «How Obama Flubbed His Missile Message», *The Daily Beast*, sans date.] Certains analystes ont considéré cette réponse comme une incitation de la part du Professeur Brzezinski au Président Obama, que l' "US Air Force" attaque les avions de guerre israéliens pour les empêcher d'exécuter une telle attaque contre Téhéran. [«Brzezinski: US must deny Israel airspace», Jewish Telegraphic Agency, September 21, 2009; Jake Tapper, «Zbig Brzezinski: Obama Administration Should Tell Israel US Will Attack Israeli Jets if They Try to Attack Iran», ABC News, September 20, 2009.] En outre, en 2011, Brzezinski a supporté l'intervention otanienne contre Kadhafi, tout en caractérisant le cas d'une non-intervention comme "morally dubious" et "politically questionable". [http://www.pbs.org/newshour/bb/world/jan-june11/overview_03-21.html PBS: Turmoil in Arab World: Deepening Divisions or Turning a New Page?].

sulmans d'Égypte et des 3 000 tunnels souterrains qui relient le Sinaï à la Bande de Gaza. Ainsi donc, s'explique la raison pour laquelle la Doha sunnite et wahhabite de l'Émir Al-Thani, conserve des relations exemplaires avec... Téhéran: la raison se trouve dans la rivalité entre le Qatar et l'Arabie Saoudite, qui soulage l'Iran d'un grand poids économique et opérationnel qu'exige le soutien du Hamas à Gaza, mais aussi du Hezbollah au Liban, surtout maintenant que Téhéran doit faire face aux charges de l'embargo économique qui lui ont été imposées par l'Occident. Cependant, en fonctionnant de cette manière et en réduisant une grande part des répercussions de l'embargo économique occidental sur l'Iran, le Qatar permet à Téhéran de poursuivre son programme nucléaire sans être incommodée, en concrétisant les cauchemars de l'Occident, des États-Unis et d'Israël et en créant toutes les conditions pour des explosions -sunnites islamistes et kurdes en chaîne dans la région entre Syrie, Jordanie, Turquie, Israël, Liban et Égypte, lesquelles finiront par enflammer toute la zone élargie du Moyen-Orient. Et quand on pense que tout cela a lieu avec la tolérance, sinon avec l'exhortation des États-Unis et de la Grande-Bretagne, mais encore avec la participation impuissante de la France de M. Sarkozy! Ce qui n'est pas sans rappeler la bouteille de Felix Klein, qui est une surface fermée, sans bord et non orientable, c'est à dire une surface pour laquelle il n'est pas possible de définir un «intérieur» et un «extérieur». C'est-à-dire exactement comme la politique anglo-saxonne actuelle au «Broader Middle East»!¹⁸

3.5. La rivalité entre Doha et Riyad a déjà gagné les territoires de Syrie, où les deux côtés essaient de contrôler, chacun pour son compte, la plus grande partie de la résistance islamiste sunnite, radicale, sous l'œil complaisant de Washington.

Les deux géostratégies arabo sunnites, tout en étant antagonistes, arrivent quand même au même micro-résultat pour la stratégie anti-assadienne de Washington: l'effort pour un "changement de régime" à Damas. "Après, on s'occupera du règlement final" pense-t-on à Washington. Bien sûr, cette rivalité s'est aussi reportée dernièrement sur les territoires du Liban, à Tri-

18. En mathématiques, la bouteille de Klein est une surface fermée, sans bord et non orientable, c'est-à-dire une surface pour laquelle il n'est pas possible de définir un «intérieur» et un «extérieur». La bouteille de Klein a été décrite pour la première fois en 1882 par le mathématicien allemand Felix Klein. [<http://googl/AaLx4k>].

poli, où a déjà commencé une violente dispute entre les Alaouites chiïtes et les sunnites, lesquels sont influencés par le Qatar après l'assassinat de deux cheikhs sunnites par les Forces Armées Libanaises. Déjà cette dissension a commencé à laisser des traces au plan – pour l'instant – politique, entre l'opposition sunnite au Liban et le Hezbollah.¹⁹ À ce point toutefois on peut se poser la question: Qui le Qatar va-t-il continuer à soutenir? Le Hezbollah pro-iranien, contentant ainsi Téhéran, à savoir son «alliée» contre les saoudiens, ou peut-être qu'il devrait continuer à soutenir le courant principal sunnite, qui s'oppose au régime d'Assad, lequel semble être mêlé lui aussi à cet embrasement libanais pour raisons de diversion, mais aussi pour neutraliser la politique du Qatar en faveur de Téhéran? Voilà, encore une fois devant nous, la Bouteille de Klein!

Relativement, donc, à la façon américaine de considérer les choses, il y a aussi lieu de s'interroger sérieusement sur le point suivant, à savoir si les apprentis sorciers du Département d'État des Démocrates ont bien compris quels sont les profits que peuvent tirer les États-Unis de cette immixtion. Il est très probable que le critère dominant, à la Maison Blanche, soit un profit électoral en vue des élections de novembre, lors desquelles l'administration d'Obama tentera de présenter «un travail important de propagation de la démocratie dans le Moyen-Orient élargi». Mais ici, il s'agit d'une grande erreur. Car Doha et Riyad savent très bien comment agir dans la région et surtout aux frontières turco-syriennes, comment procurer de l'argent et des armes à la résistance anti-Assad, comment coopérer et avec qui à Ankara. Elles n'ont absolument pas besoin de quelque forme de coordination que ce soit de la part des États-Unis. La seule chose dont elles ont besoin est de leur tolérance.

19. «Au cours des funérailles des deux cheikhs tués, des membres de l'opposition libanaise s'en sont violemment pris au régime syrien ainsi qu'au Hezbollah. "Le régime syrien ourdit un complot pour semer le chaos au Liban", a dénoncé Khaled el-Daher, un député sunnite. "Le régime syrien veut envoyer un message pour dire qu'il est capable de semer le chaos et le gouvernement lui sert de paravent", a renchéri son collègue Ammar Houry. Un responsable du Hezbollah, Nabil Qaouk, a en revanche accusé l'opposition d'avoir "impliqué le Liban exprès dans la crise syrienne, en le transformant en passage et base pour les (rebelles) armés syriens». Agence France Presse, Mardi, 22 mai 2012, <http://www.canal-info.ca/fr/monde/liban-heurts-meurtriers-a-beyrouth-craintes-dun-debordement-de-la-crise-syrienne> (téléchargé: 4 juin 2012).

Mais dès que le jeu sera terminé et que le gouvernement baasiste de Syrie tombera, qui pourra empêcher les deux États du Golfe de se partager le butin? Peut-être qu'alors personne n'aura besoin des bons services de Washington? Peut-être qu'alors les Kurdes, les Alaouites et les sunnites procéderont à un massacre mutuel sans pitié, lequel entraînera la division en trois parties de la Syrie et l'instabilité en Turquie? Et quel sera alors le comportement de l'Iran? Et qui arrêtera alors Téhéran?

Peut-être le Qatar, qui a absolument besoin du soutien de Téhéran face à Riyad? Ou peut-être la Turquie, laquelle a également besoin du soutien de Téhéran pour faire face à la création d'un second État kurde à côté de la formation étatique kurde du nord de l'Irak?

Mais si une telle alliance entre l'Irak, la Turquie et le Qatar se consolide, que va-t-il advenir du Hezbollah au Liban et du Hamas à Gaza? N'oublions pas qu'une telle alliance est presque effective entre le Qatar et la Turquie, avec pour objet la chute du régime d'Assad. Également, elle existe entre le Qatar et Téhéran, avec pour objet l'ennemi commun qu'est l'Arabie Saoudite. Et elle existe même entre la Turquie et Téhéran, qui ont en commun le problème séparatiste kurde.

Il ne manque plus qu'un bon resserrement des relations tripartites fondé sur l'idée d'une hégémonie généralisée au Moyen-Orient et le nouveau noyau antioccidental, antisémite et anti-américain soit prêt. Il n'y a plus qu'à lui trouver un nom. Appelons-le par exemple Al-Dawa al-Islameia al-Mudahada (Appel à l'Union Islamique).

Du reste, une bonne motivation géo-économique, susceptible d'assurer un gros profit, semble constituer l'exploitation du gaz naturel, que la Turquie voit lui échapper toujours davantage, et que les grandes industries de gaz naturel aimeraient beaucoup acquérir.

Il s'agit justement des cas de l'Iran et du Qatar, qui voient d'un œil extrêmement intéressé le gaz naturel de Syrie et ses réserves découvertes récemment, dont le centre se trouve à Qârâ, non loin de Homs.²⁰ Par

20. «Les premiers forages ont été effectués à Qara, dans le gouvernorat de Homs, et le débit est de 400.000 m³/j. La superficie de la structure est de 25 km², a annoncé le ministre syrien du Pétrole et des Ressources minières Soufiane Allaou, cité par l'agence officielle Sana. Cette découverte ouvre de nouvelles perspectives dans la région de Qalamoun et la compagnie syrienne va poursuivre ses forages, a-t-il dit. La production de gaz naturel en Syrie est désormais de 30,29 millions de m³/jour, soit 3 millions de m³/jour de plus qu'il y a un an, et les réserves de gaz sy-

conséquent, la rivalité des principaux intéressés pour le gaz naturel, lequel vient remplacer les termes de la géopolitique du pétrole par de termes de la géopolitique du gaz, c'est à dire, ceux d'énergie propre dont a besoin l'Occident, est visible aussi dans le cas de la Syrie dont la production annuelle atteint les 6,040,000,000m³ (estimation: 2008) et les réserves prouvées les 240,700,000 000m³ (estimation au 1er janvier 2010).

Également, en cas de contrôle de la Syrie par Téhéran via le Hezbollah, et du Liban via la Syrie, selon les modèles de la Syrie et du Grand Liban après la création des États et les accords de Londres (voir Carte 1), Téhéran pourra participer au contrôle des gigantesques gisements du Bassin du Levant et poser de sérieux problèmes à Israël en ce qui concerne l'exploitation de ses réserves, lesquelles voisinent avec la ZEE (Zone Économique Exclusive) du Liban, où les limites des ZEE Liban-Israël sont controversées.

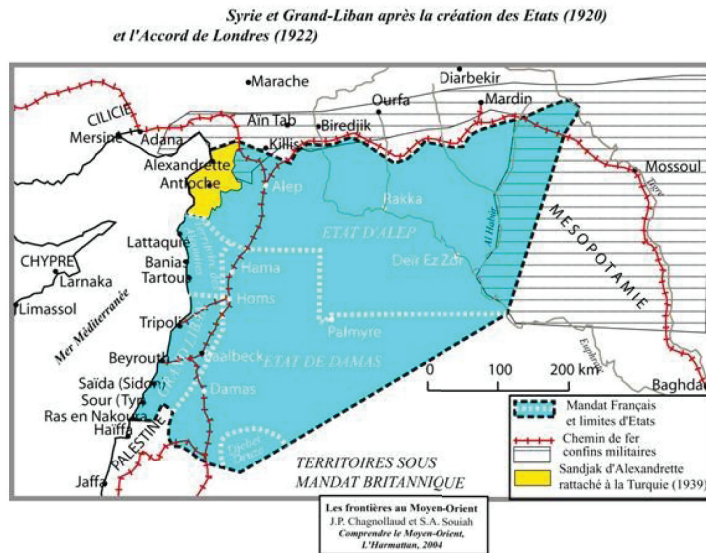


Fig. 1. Syrie et Grand-Liban après la création des États (1920) et l'Accord de Londres (1922) (L'Harmattan 2004)

riennes sont pour l'instant estimées à 284 milliards de m³, a annoncé M. Allaou». Voir: «Syrie: découverte d'un champ gazier dans le centre du pays». <http://goo.gl/UTkhjK> (©AFP / 16 août 2011, téléchargé: 4 juin 2012).

L'ingérence des grandes puissances de l'exploitation gazière au niveau mondial [la Russie (588 900 000 000m³/an, estimation 2008, 1ère au rang mondial), l'Iran (116.300.000.000m³, estimation 2008, 4ème au rang mondial) et le Qatar (76 980 000 000m³/an, estimation 2008, 11ème au rang mondial)] est donc bien naturelle.

Conclusion

Le Qatar et ses vues géostratégiques dans la région ne sont pas appropriés pour fonctionner en tant que géostratégie officielle et rationnellement fondée de l'OTAN et de la «relation spéciale», car ils déclenchent l'Armageddon dans la région du Moyen-Orient élargi avec un remaniement complet des frontières des états existants, de son complexe géostratégique et une dispersion des pôles et des foyers d'instabilité. Ceci ne sera pas sans conséquences pour la sécurité et la prospérité en Occident, en Europe et assurément en Méditerranée. Dans ce cadre, le gouvernement social-démocrate de la France et les pouvoirs rationalistes de l'Union Européenne se doivent de procéder à une réévaluation de leur équilibre réflexif pour le système du Moyen-Orient élargi mais aussi du rôle de leurs alliés des différentes époques – qu'ils soient occasionnels ou non.

Bibliography

- Boltanski, Christophe & Vincent Jauvert, «Qatar. Les liaisons dangereuses», *Le Nouvel Observateur*, <http://goo.gl/nGP1do>
- Rodier, Alain, «Le Groupe Islamique des Combattants Libyens (GICL)», Note d'actualité N°29, 28-02-2006, <http://goo.gl/CBxjiU>
- Rubin, Barry, «The Obama administration scandals on Syria?», 17 mai 2012
- Synovitz, Ron, «Why is Access to Syria's port at Tartus so important to Moscow», 23 June 2012, <http://goo.gl/ZDiQ4A>
- Tapper, Jake, «Zbig Brzezinski: Obama Administration Should Tell Israel US Will Attack Israeli Jets if They Try to Attack Iran», ABC News, September 20, 2009